



Éditorial Frank De Bondt

Un retour malvenu

Si l'y a une chose que ni le gouvernement, ni l'opposition, ni les syndicats n'avaient prévue, il y a quelques mois encore, c'est bien la recrudescence du chômage, ce mal qui pendant vingt-cinq ans a ravagé la société française et défait les majorités successives, toutes impuissantes à y remédier. Depuis 2006, la courbe des demandeurs d'emploi s'était progressivement infléchi, et le phénomène semblait durable, ne serait-ce que pour des raisons démographiques. En effet, une génération abondante partait à la retraite et cédait la place à des classes d'âge plus clairsemées. Or, depuis quelques mois, et désormais de manière éclatante, le chômage se pose à nouveau comme le problème politique numéro un.

Même si sa remontée brutale depuis l'été peut être attribuée à la crise financière, qui a sapé la confiance, coupé les crédits et paralysé l'activité, elle n'est pas moins politiquement encombrante pour un pouvoir qui pensait s'être débarrassé définitivement de cette entêtante question. Additionnée à la stagnation, voire au recul, du pouvoir d'achat, la remontée du chômage, à la veille de l'hiver, risque de pourrir un peu plus le climat social. Les effets négatifs sur le moral des Français et sur leur envie de consommer seront inévitables.

Plus de demandeurs d'emploi, c'est également moins de cotisations perçues et davantage d'indemnités versées par les Assedic. C'est tout un équilibre financier en voie de labo-

rieux rétablissement qui rebascule, alors que le gouvernement souhaitait que syndicats et patronat se mettent d'accord sur une diminution des cotisations chômage afin de pouvoir se rattraper sur les cotisations retraite. L'opération de transfert paraît aujourd'hui condamnée.

Nicolas Sarkozy a bien perçu le danger. Le grand retour du traitement social du chômage, présenté comme temporaire, ne vise qu'à endiguer autant que faire se peut une progression

Le chômage se pose à nouveau comme le problème politique numéro un

dont chacun espère qu'elle sera la plus brève possible. Pour le gouvernement, il n'y a pas vraiment d'alternative. Quel que soit son coût pour le budget de l'État, la réintroduction massive des contrats aidés, c'est-à-dire subventionnés, vaut mieux qu'une crise sociale autrement plus dommageable.

Toutefois, dans l'hypothèse où les destructions d'emplois prendraient une ampleur inédite, dans les semaines qui viennent, le plan Sarkozy s'avérerait sans doute insuffisant. Mais il ne serait pas le seul dispositif, alors, à devoir subir un profond remaniement. Nous n'en sommes heureusement pas encore là.

Lire aussi en page 6

La photo du jour



Premiers flocons. La station ossaloise de Gourette (64) a pris ses couleurs d'hiver. En l'espace de deux jours, une vingtaine de centimètres de neige est tombée. L'occasion des premières glisses en luge. La station ouvrira officiellement le 29 novembre, si la neige est encore là PHOTO ISABELLE BASSINET LANGEVIN

Comment les éviter ?

On conseille généralement de peler ses fruits et légumes pour se protéger. Or, ce n'est pas possible avec le raisin, qui est pourtant le fruit qui contient deux fois sur trois des résidus. Si on veut manger bio, préférer des aliments de saison, moins chers. On peut aussi choisir des producteurs au marché ou faire son potager.

Trop de

ENVIRONNEMENT. Un rapport de la Commission euro

: Priska Duceœurjoly

En 2006, 75 000 tonnes de pesticides ont été dispersées dans les cultures françaises. Une marée chimique équivalant à la cargaison de fioul du « Prestige » ou au poids d'un paquebot comme le « Titanic ». Sur ces 75 000 tonnes, 10 000 concernent les jardiniers amateurs. Cette consommation de produits phytosanitaires n'est pas sans impact sur notre assiette.

1 Des résidus de plus en plus fréquents dans le frigo

La Commission européenne va dans les prochains jours rendre public son rapport sur les résidus de pesticides dans les États de l'UE pour l'année 2006. Ce document, que « Sud Ouest » a pu se procurer, montre une augmentation des taux dans les aliments sur 60 000 échantillons analysés. Les produits présentant des résidus (dans les normes) sont passés de 37 à 44 % en dix ans. Les produits au-dessus des normes ont progressé de 3 à 4,7 %. Si, généralement, les seuils maximaux ne sont pas atteints, le rapport note toutefois qu'une démarche de contrôle renforcé (plus poussé dans la recherche des résidus) aboutit à des résultats plus préoccupants (13 % des fruits et légumes dépasseraient ainsi la limite maximale admise).

Ce rapport a d'ores et déjà été épluché par le Mouvement pour les droits et le respect des générations futures (présent au Grenelle de l'environnement) : « Certes, la dose limite est rarement dépassée pour chaque molécule analysée, mais, quand on additionne les



Fruits et légumes. Certains aliments peuvent

résultats des molécules d'une même famille ou ayant des effets dits « équivalent toxique », le seuil est largement exposé », analyse François Veillerette, le président.

Au-delà des doses, c'est aussi le nombre de pesticides retrouvés

Toxicologie

À enseigner d'urgence

« Quand les organismes publics reconnaîtront que la toxicologie est une science comme les autres, ils recruteront. Pour l'instant, c'est le désert », regrette André Picot. L'expert français auprès de l'Union européenne pour la fixation des normes de produits chimiques en milieu de travail déplore que la France manque d'experts de niveau international. « À l'exception, note-t-il, de Jean-François Narbonne, professeur de toxicologie à Bordeaux 1, qui est allé se battre dans les différents congrès internationaux contre les États-Unis. »

Ce docteur en sciences et en chimie structurale qui a développé l'enseignement de la toxicochimie, notamment au Cnam, fait un constat amer : « Alors que la toxicologie est une science interdisciplinaire, chacun milite pour sa chapelle. » Lui, au contraire, a voulu mêler médecins, hygiénistes et chimistes biologistes lors des journées de formation qu'il

organise dans le cadre d'ATC (Association toxicologie-Cnam). Ainsi, il estime que le calendrier du programme Reach qui prévoit de supprimer les produits chimiques les plus dangereux et d'en tester 30 000 d'ici à 2018 ne pourra pas être tenu. Et de constater : « La plupart des industriels européens qui doivent désormais démontrer l'innocuité de leurs produits se tournent vers des laboratoires privés, tawainais, chinois. » Il souhaite qu'au lieu de s'en remettre aux tests animaux, on se tourne vers les techniques alternatives. Comme la toxicologie moléculaire de Claude Reiss. Ce dernier, président d'Antidote Europe, association créée par des chercheurs issus du CNRS, propose d'effectuer les tests sur des méthodes d'évaluation basées sur des cellules humaines. André Picot veut lui que l'on teste en priorité les molécules dites CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques).

: H. R.-V.

Sur www.sudouest.com

Vin. Retrouvez toutes les photos et vidéos des manifestations des viticulteurs.

RN 10. Avez-vous déjà eu peur en conduisant sur cette route ? Faut-il interdire la circulation des poids lourds sur la rocade d'Angoulême ? Participez au débat sur le forum en Charente.

Réagissez. Internautas, commentez les articles et exprimez-vous sur les forums.

Courriel : courrierlecteurs@sudouest.com

Adresse : 1, place Jacques-Lemoine
33 094 Bordeaux Cedex

Le médiateur :
mediateur@sudouest.com

SUD OUEST

« Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres »

SA DE PRESSE ET D'ÉDITION DU SUD OUEST. Société anonyme à Conseil de surveillance et Directoire au capital de 268 400 €.

Siège social : 8, rue de Cheverus, 33094 Bordeaux Cedex. Tél. 05.56.00.33.33.

www.sudouest.com

Principaux associés : GSO.SA, SIRP, Société civile des journalistes, Société des cadres.

1944-1968 : Jacques Lemoine, fondateur.

1968-2001 : Jean-François Lemoine.

Président d'honneur : M^{me} E.-J. Lemoine.

Conseil de surveillance : Pierre Jeantet, président.

Directoire : Bruno Franceschi, président; Patrick Venries, vice-président.

Directeur de la publication : Bruno Franceschi.

Directeur de l'information : Patrick Venries.

N° commission paritaire : 0410 C 86477. Vendredi 31 octobre 2008. N° 19 929.

Tirage du jeudi 30 octobre 2008 : 360 972 exemplaires. Imprimé par SAPESO.



SUD OUEST PUBLICITÉ
16, rue Margaux, 33000 Bordeaux.
Tél 05.56.00.35.88.
E-mail : sudouest.pub@sudouest.com

Régies extra-locales. COM-QUOTIDIENS
- Publicité : Tél. 01.55.38.21.00.
- Annonces classées : Tél. 01.55.38.21.70.

Pour vous abonner : 0.810.103.103